

Au sommaire

- 9 ACTES COURANTS - IMMOBILIER**
Aménagement du territoire. Protection des alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique
Propriété. Modification des dispositions relatives à la propriété des personnes publiques en Polynésie française
Urbanisme / Construction. Garantie extrinsèque d'achèvement : preuve à rapporter par le garant pour obtenir le remboursement de l'acquéreur
- 12 DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**
Contentieux international. Exequatur du jugement d'adoption à l'étranger
- 13 ENTREPRISE**
Sociétés et autres groupements. Les agissements fautifs de celui qui n'est pas encore le dirigeant ne peuvent engager la responsabilité de la société
- 14 FISCAL**
Mutation à titre gratuit. Pacte *Dutreil* : la qualité d'animatrice de la holding doit préexister à la donation-partage
- 16 RURAL**
Forêt. Projets gouvernementaux associant le CSN pour clarifier, simplifier et harmoniser les droits de propriété forestiers
- 17 PROFESSION**
Responsabilité notariale. Vente d'un bien issue d'une donation sans intervention des cohéritiers : le notaire doit indemniser 25 % du prix de vente

À LA Une

Sociétés commerciales : réforme des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières

A été publiée au JO du 25 mai 2023 l'ordonnance portant réforme des fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations transfrontalières de sociétés commerciales.

Cette ordonnance, prise sur le fondement de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation du droit de l'UE, transpose non seulement la directive (UE) n° 2018/2121 du 27 novembre 2019 mais remanie aussi le régime des opérations nationales.

Les objectifs poursuivis sont de donner aux sociétés françaises et européennes un cadre commun rénové et clair pour mener à bien leurs opérations, protéger les intérêts des salariés, créanciers ou actionnaires et organiser un contrôle spécifique des éventuelles fraudes ou abus. > **LIRE P. 1**